



N°14 - septembre 2010

## Les comptes économiques de la Martinique en 2009

### Une récession historique

Armelle Bolusset et Clémence Charavel, INSEE, Direction Antilles-Guyane

En 2009, la Martinique subit une profonde récession : le produit intérieur brut (PIB) chute de 6,5 % en volume. Ce fort repli de l'activité s'inscrit dans un contexte international très déprimé. La France connaît une récession sans précédent depuis l'après-guerre, avec un recul du PIB de 2,6 %. L'économie régionale a par ailleurs été perturbée par les mouvements sociaux de début d'année, alors qu'elle souffrait déjà depuis deux ans d'un ralentissement de son activité.

La chute brutale de l'activité est essentiellement due à l'effondrement de l'investissement. Celui-ci

accuse une baisse de 23,6 % en volume par rapport à l'année précédente. La consommation des ménages est également en berne, du fait de la contraction des revenus et du blocage de l'économie pendant plus d'un mois. Seule la consommation des administrations permet d'atténuer la récession.

L'activité se contracte dans tous les secteurs, à l'exception de l'agriculture. Ce net ralentissement de l'économie entraîne une forte réduction de la demande, les importations diminuant de 20 % en volume.

### Les indicateurs macroéconomiques dans le rouge

Les principaux agrégats et leur évolution en Martinique, en milliards d'euros courants

	2008	2009	Évolution en %		
			Volume	Prix	Valeur
Produit intérieur brut	8,0	7,7	-6,5	2,4	-4,2
Consommation des ménages	4,9	4,7	-2,9	-0,3	-3,2
Consommation des administrations publiques	3,3	3,3	1,4	0,3	1,8
Investissement	1,9	1,5	-23,6	0,0	-23,5
Imports de biens et services	2,8	2,1	-20,4	-5,5	-24,8
Exports de biens et services	0,4	0,3	2,9	-23,8	-21,6
Dépenses de touristes	0,3	0,2	-10,0	1,1	-9,0

Source : Insee - Cerom - Comptes rapides

### Comptes Économiques Rapides pour l'Outre-mer (CEROM)

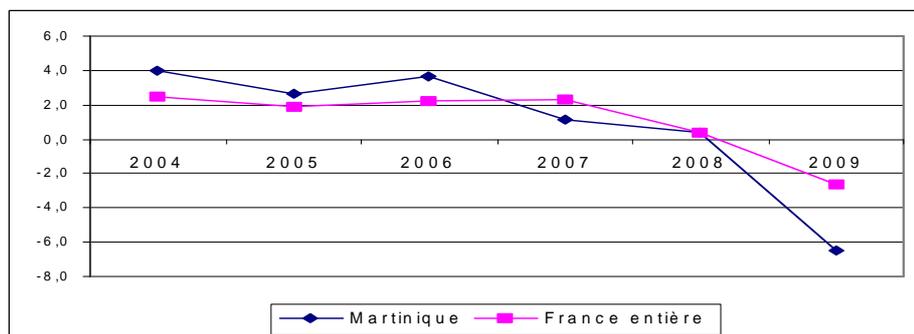
#### Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produits par l'Insee, en partenariat avec l'AFD et l'IEDOM dans le cadre du projet Cerom, les comptes rapides de la Martinique reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les données disponibles les plus récentes. Il ne s'agit pas de comptes définitifs et ils évoluent en même temps que l'alimentation en données du modèle.



## La croissance plonge

Taux de croissance du Pib en volume (en %)



Source : Insee - Cerom - Comptes rapides

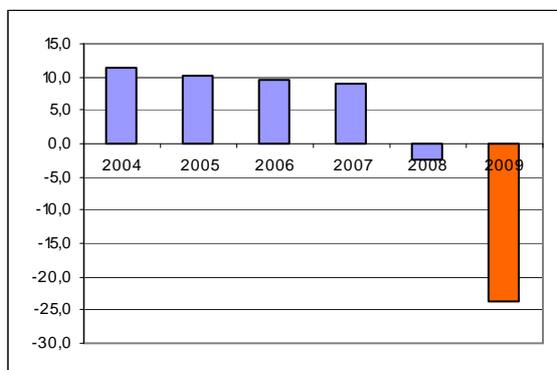
## La chute de l'investissement mine l'activité

L'investissement diminue de 23,6 % en volume. Cette chute contribue à hauteur de 5,6 points à la baisse du PIB. Le volume de l'investissement s'était déjà contracté en 2008 de 2,5 %, après cinq années de forte hausse.

Le contexte économique n'a pas incité les entreprises à investir. Sur un an, les importations de biens d'équipement ont chuté de 26 % et les immatriculations de véhicules utilitaires neufs de 20 %. Les prévisions d'investissement des chefs d'entreprises se sont situées à un niveau historiquement bas tout au long de l'année<sup>1</sup>. Par ailleurs, comme dans toute phase de récession, les entreprises ont déstocké massivement, afin de limiter au maximum leurs besoins de trésorerie.

## Une chute inégalée de l'investissement

Évolution de l'investissement en volume en Martinique (taux de croissance en %)



Source : Insee - Cerom - Comptes rapides

La commande publique est également en repli. Les dépenses d'investissements directs baissent de 15 %. Par ailleurs, l'investissement des ménages est moins dynamique. L'encours des crédits à l'habitat a ralenti sa progression (+ 4,3 % contre + 9,1 % fin 2008). C'est la hausse la plus faible de ces dernières années.

## La consommation des ménages en berne

L'économie martiniquaise souffre également de la chute de la consommation des ménages. Après une faible progression en 2007 (+ 0,3 % en volume), puis une légère baisse en 2008 (- 0,3 %), elle accuse un fort repli en 2009 (- 2,9 %) contre 0,6 % en France. Sachant que la consommation des ménages représente près des deux tiers du PIB, cette chute contribue à hauteur de 1,8 point à la baisse du PIB.

Le déclin de la consommation des ménages s'explique notamment par une diminution des revenus : le revenu disponible brut baisse ainsi de 1,5 %. La dégradation du marché du travail a pesé sur le revenu salarial des ménages. Fin 2009, 40 000 demandeurs d'emploi de catégorie A sont inscrits en Martinique, chiffre en hausse de 13 % par rapport à fin 2008. L'effectif des catégories avec activité réduite augmente également de 17 %, alors que le chômage de longue durée s'aggrave (+ 19 %). Reflet de la crise économique, les inscriptions à Pôle Emploi suite à un licenciement économique augmentent de 7 %. Les entrepreneurs individuels souffrent également d'une perte de revenu.

<sup>1</sup> Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

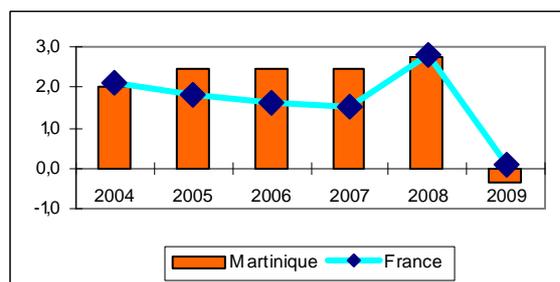
## L'économie de la Martinique en 2009

La baisse de la consommation des ménages s'explique également par la paralysie qu'a subi le département en début d'année. Certaines dépenses non réalisées au cours de la période de blocage (février-mars) n'ont pas été reportées sur les mois suivants, comme les dépenses de carburant.

Cette chute de la consommation des ménages se ressent à travers les recettes de TVA. Celles-ci reculent de 10,3 % par rapport à 2008. Les grands indicateurs de consommation des ménages sont tous en berne : diminution de 7,1 % du chiffre d'affaires global des huit hypermarchés, baisse de 3,9 % des ventes de véhicules de tourisme, recul de 4,2 % des importations de biens de consommation en volume... Dans ce contexte morose, l'encours bancaire des crédits à la consommation, souvent destinés à l'achat d'automobiles ou de biens durables, a régressé (- 4,7 %).

### Une déflation en 2009

Évolution de l'indice des prix, moyenne annuelle en %



Source : Insee

La baisse des prix enregistrée en 2009 (- 0,3 % en moyenne annuelle) était pourtant favorable à la consommation. Contrairement aux années précédentes, le pouvoir d'achat des ménages n'a pas été érodé par l'inflation. Ce recul des prix est essentiellement lié à celui du carburant. Son prix a été gelé une bonne partie de l'année. Ce gel a eu lieu à partir du mois de février, où le cours du Brent était au plus bas. Par ailleurs, les prix des produits de consommation courante n'augmentent plus à partir du mois d'avril, après les accords de baisse de prix sur certaines références, à l'issue du conflit social.

### Des dépenses publiques contracycliques

Les dépenses publiques de fonctionnement ont permis de légèrement atténuer la récession, en alimentant la demande intérieure.

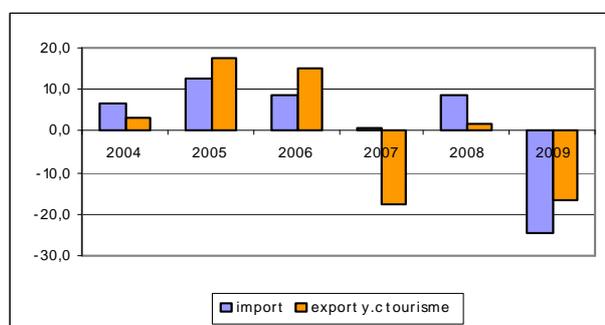
La consommation finale des administrations augmente de 1,4 % en volume contre 1,1 % en 2008, assurant 0,6 point de PIB. Cette hausse est essentiellement due à l'augmentation des charges de personnel, les achats et charges externes marquant un coup d'arrêt.

### Contraction des échanges extérieurs

Le déficit commercial s'est réduit en 2009. Il s'établit à 1,8 milliard d'euros, en repli de 25 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat, apparemment positif, n'est en fait que la traduction de la chute de l'activité économique. Il est entièrement imputable à l'effondrement des importations (- 25 % en valeur), suite à la contraction de la demande intérieure et du blocage partiel du port au cours du premier trimestre. Les exportations n'ont joué aucun rôle dans cette réduction du déficit commercial, puisque au contraire elles se sont également effondrées en valeur (- 20,6 %). Cette diminution en valeur s'explique en partie par la forte diminution des prix des carburants, produits qui représentent la moitié des exportations martiniquaises.

### Une chute conjointe des importations et des exportations

Évolution des échanges extérieurs en valeur en Martinique (taux de croissance en %)



Source : Insee - Cerom - Comptes rapides

L'année 2009 a été très difficile pour les activités liées au tourisme. Le nombre de touristes de séjour diminue de 8,2 % par rapport à 2008, année déjà en retrait par rapport à la précédente. En particulier, l'hôtellerie martiniquaise a perdu 84 000 clients en 2009, soit 20 % de sa clientèle. Ces diminutions sont en large partie imputables au premier semestre de l'année 2009. Par ailleurs, le nombre de croisiéristes est en baisse de 20 %. Au final, la dépense touristique se contracte de 10 % en volume, après avoir déjà amorcé un repli en 2008. Cette diminution contribue pour 0,3 point à la baisse du PIB.

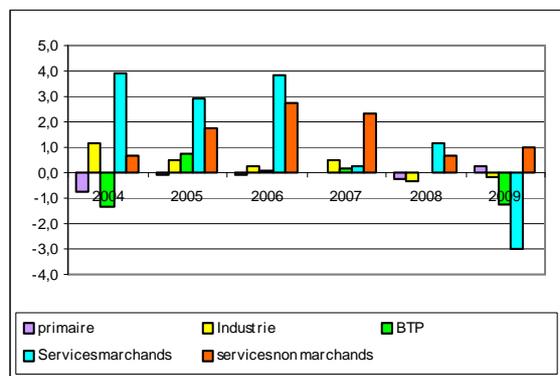
## L'économie de la Martinique en 2009

### Presque tous les secteurs touchés

L'activité diminue dans tous les secteurs marchands, à l'exception de l'agriculture. Le BTP subit ainsi de plein fouet la récession économique, qui paralyse l'investissement. La valeur ajoutée de la construction baisse de 21,4 % en volume contre -2,3 % l'année précédente. Le recul des ventes de ciment (-23,3 % contre -0,5 % en 2008) illustre cette tendance. Le nombre d'entreprises affiliées à la caisse de Congés Payés du BTP est passé de 924 fin 2008 à 502 fin 2009, sans que l'on puisse distinguer si cette chute est liée à des cessations d'entreprises, des cessations d'emploi de personnel ou des difficultés de trésorerie conduisant à une non-déclaration.

### Le non marchand soutient l'activité

Contribution des branches à l'évolution de la valeur ajoutée en Martinique (en %)



Source : Insee - Cerom - Comptes rapides

La chute de l'activité a aussi des répercussions sur les services marchands. Le commerce souffre de la baisse de la consommation. Sa valeur ajoutée recule de 12 % en volume. Les services aux entreprises, hors Postes et télécommunications, sont eux, en retrait de 10 %.

A contrario, dans l'agriculture, la valeur ajoutée progresse de 10 % en volume, grâce à la très bonne tenue des deux cultures emblématiques de la Martinique : la banane et la canne. Ainsi, 180 000 tonnes de banane ont été exportées, soit 22 % de plus que l'année précédente. En effet, l'année 2009 est la première année d'exploitation complète, après le passage du cyclone Dean qui avait stoppé net la production et donc les exportations de bananes en Martinique d'août 2007 à mars 2008. Le volume de cannes manipulées est en hausse de 6,3 %. A l'inverse, la production de légumes frais diminue de 5,4 %. La filière animale subit elle-aussi une baisse d'activité, avec une diminution des abattages, liée notamment au non-fonctionnement des abattoirs pendant le conflit social.

### Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie martiniquaise

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. En Martinique, ce modèle est construit avec 25 branches et 25 produits.

Le modèle est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Le modèle intègre peu de relations de comportement des agents et ne peut donc pas être utilisé pour simuler l'impact de changements dans ces comportements.

### Pour en savoir plus

« Les comptes économiques des DOM », consultables sur <http://www.insee.fr/martinique/>

« La Martinique en 2009 », Rapport annuel de l'IEDOM – juin 2010 [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

« L'année économique et sociale 2009 en Martinique », Antiane-Eco n°73, Insee – juin 2010